

TABLE DES MATIÈRES

Chroniques

- 315 **Le renouveau de la politique pénale au Cameroun : à propos du travail d'intérêt général**
par N. J. BAKAM TITGOUM, épouse DJETA
- 332 **Analyse de la population examinée pour suspicion de violences sexuelles par des médecins légistes issus de l'Institut de Médecine Légale de Liège en 2015 : étude des caractéristiques des victimes, des agressions et des informations relatives aux examens médico-légaux**
par A. BEGHIN

Jurisprudence

- 356 **Cour de justice de l'Union européenne (3^e ch.), 19 mars 2020, Affaire C-234/18**
 - Confiscation – procédure de confiscation des avoirs illégalement acquis, en l'absence d'une condamnation pénale et en dehors du cadre d'une action en matière pénale – admissibilité de la demande de confiscation – directive 2014/42/UE – champ d'application – décision-cadre 2005/212/JAI
- 371 **Cour européenne des droits de l'homme (3^e section), 8 octobre 2019, Requêtes 20319/17 et 21414/17 (sommaire)**
 - Confiscation – procédure de confiscation des avoirs illégalement acquis, en l'absence d'une condamnation pénale – confiscation autonome – notion – Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales – article 7 – peine (non)
 - Confiscation – procédure de confiscation des avoirs illégalement acquis, en l'absence d'une condamnation pénale – confiscation autonome – procès équitable – présomption d'innocence – Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales – article 6.2 – droit de propriété – non-violation – conditions

Avec note F. LUGENTZ, « L'instauration de la confiscation des revenus tirés de l'infraction comme mesure de sûreté autonome et obligatoire – Remède à l'impunité des crimes et délits économiques ? »

- 392 **Cour de cassation (2^e ch., F.), 17 juin 2020, P.20.0626.F**
 - Droits de l'homme – Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales – article 6 – article 6.3, c – examen de la cause par un juge – matière répressive – droits de la défense – droit de comparaître en personne à l'audience – champ d'application – inculpé en détention préventive – contrôle par les juridictions d'instruction

- Détention préventive – recours auprès du pouvoir judiciaire – Convention de sauvegarde des droits de l’homme et des libertés fondamentales – articles 6 et 15.1 – garanties inhérentes au procès équitable – examen de la cause par un juge – dérogation – condition – crise du COVID-19

Avec note C. VANKERKOVEN « Les juridictions d’instruction face à l’absence de l’inculpé qui a demandé à comparaître et à celle de son conseil »

403

Tribunal de première instance de Mons (7^e ch. corr.), 23 octobre 2020 (extraits)

- Appel – appel du seul prévenu – appel limité à la peine ou aux mesures ordonnées – suspension probatoire – refus du prévenu de consentir à l’application de conditions probatoires – effet relatif de l’appel – interdiction d’aggraver la situation du prévenu – conséquences